



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Prestations événementielles auprès du GIP LES ENTREPRISES S'ENGAGENT

Numéro de consultation : **2025_GIPLES_001**

Procédure de passation : procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-11 du code de la commande publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR :

GIP Les entreprises s'engagent
127, rue de Grenelle
75007 PARIS 07

Adresse postale : 17, rue Martel, 75010 PARIS
Représenté par son Directeur général

Date limite de dépôt des candidatures : lundi 13 octobre 2025 à 12h00 heure de Paris.

ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur	4
1.2 Définitions	4
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE	4
2.1 Objet de l'accord-cadre	4
2.2 Périmètre de l'accord-cadre	4
2.3 Procédure de passation	4
2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre	4
2.5 Durée de l'accord-cadre	5
2.6 Lieux d'exécution	5
2.7 Prestations similaires	5
2.8 Documents contractuels de l'accord-cadre	5
2.9 Représentation des parties de l'accord-cadre	6
2.9.1 Représentation de l'acheteur	6
2.9.2 Représentation du titulaire	6
2.10 Obligations du titulaire	6
2.10.1 Obligation de conseil	6
2.10.2 Obligation d'information	6
2.10.3 Obligation de confidentialité	7
2.10.4 Responsabilité du titulaire	7
2.10.5 Respect et protection des données personnelles	7
2.10.6 Mesures de sécurité	8
2.11 Obligation de respect déontologique	8
2.12 Remplacement des intervenants	8
2.13 Exigences relatives aux prestations	8
ARTICLE 3 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
3.1 Prix de l'accord-cadre	9
3.1.1 Forme et contenu des prix de la partie à bons de commande de l'accord-cadre	9
3.2 Régime financier	9
3.2.1 Avance	9
3.2.2 Modalités financières	10
3.2.2.1 Répartition des paiements	10
3.2.2.2 Retenue de garantie et de cautionnement	10
3.2.2.3 Cession et nantissement de créances	10
3.2.2.4 Intérêts moratoires	10
3.2.3 Modalités de facturation	11
3.2.4 Composition des factures	11
3.2.4.1 Taux de TVA	11
3.2.4.2 Monnaie	12
3.2.5 Transmission des factures	12
ARTICLE 4 - PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
5.1 Émission et exécution des bons de commande	13
5.2 Délai d'exécution des prestations	14
5.3 Pénalités de l'accord-cadre	14
5.3.1 Pénalités pour dépassement des délais d'exécution	14
5.3.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	14

5.3.3 Pénalités pour travail dissimulé	14
5.4 Clause de réexamen	15
5.5 Langue	15
5.6 Assurances	16
5.7 Régime des droits de propriété intellectuelle	16
5.8 Autres obligations administratives	16
5.9 Résiliation	17
5.10 Litiges et contentieux	17

ARTICLE 1 - ACHETEUR

1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur

Groupement d'intérêt public "Les entreprises s'engagent"
 127 rue de Grenelle 75007 Paris
 Adresse postale : 17, rue Martel, 75010 PARIS

1.2 Définitions

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le CCAP et le CCTP :

« Acheteur » : services du GIP Les entreprises s'engagent en charge de la mise en place et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre.

« Titulaires » ou « Titulaire » : opérateurs économiques qui concluent l'accord-cadre avec l'acheteur.

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations événementielles.

Il s'agit d'un marché de prestations de services, prestations intellectuelles.

Code CPV principal :

79952000-2	Services d'organisation d'événements
------------	--------------------------------------

2.2 Périmètre de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet l'achat de prestations événementielles à destination du GIP Les entreprises s'engagent.

2.3 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-11 du code de la commande publique.

2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est mono attributaire. Le présent marché est traité à bons de commande sur la base d'unités d'œuvre forfaitaires. Les montants estimés sont les suivants.

Ces montants ne sont que des estimations, et n'engagent aucunement l'acheteur.

	Estimation période ferme HT 12 mois	Estimation reconduction 1 an HT 12 mois	Estimation reconduction HT (12 mois)
Prestations événementielles auprès du GIP Les entreprises s'engagent	200K	200K	200K

Il est passé conformément aux articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique sans montant minimum et avec un montant maximum défini ci-après :

	Maximum période ferme HT 12 mois	Maximum reconduction 1 an HT 12 mois	Maximum reconduction HT (12 mois)
Prestations événementielles auprès du GIP Les entreprises s'engagent	400k	400k	400k

2.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois fermes.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre peut être reconduit 2 fois par période de 12 mois, sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 36 mois, et dans la limite de durée d'activité du GIP Les entreprises s'engagent. Le marché prendra fin à la date de dissolution du GIP Les entreprises s'engagent si celle-ci intervient avant ladite échéance.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 2 mois.

Dans le cas où, le montant maximum est atteint pour la période en cours d'exécution, la reconduction de la période suivante est enclenchée et ce, avant même la fin de période de la précédente et dans la limite de 36 mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

2.6 Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées en France métropolitaine. Les prestations s'exécutent sur site, dans les locaux de l'organisation bénéficiaire. Les prestations sur site s'effectueront principalement en Ile de France.

2.7 Prestations similaires

En application de l'article de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des

prestations similaires, si cela s'avère nécessaire notamment lorsque le périmètre des activités de la Communauté se trouverait élargi de manière substantielle.

Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement avec les deux titulaires classés premier et second attributaire lors de l'analyse des offres de l'accord-cadre.

Ce(s) marché(s) doit/doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/peuvent bouleverser son économie.

2.8 Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - o Annexe financière le "bordereau des prix unitaires" (BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021) ;
- l'offre technique du titulaire.

Les seuls originaux, détenus au sein des services du GIP, font foi en cas de litige.

Les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

Toute clause ou spécification particulière, mentionnée dans l'offre du titulaire, contraire aux dispositions prévues par le présent contrat ou entrant en contradiction avec celui-ci est réputée non écrite. Sont particulièrement visées les conditions générales ou particulières de vente ou d'achat du titulaire ainsi que le délai de validité des propositions.

Les Annexes du contrat font intégralement partie de celui-ci et possèdent la même valeur juridique.

Pour les clauses indiquant un délai en nombre de jours, à défaut de stipulation contraire, il s'agit de jours calendaires.

2.9 Représentation des parties de l'accord-cadre

2.9.1 Représentation de l'acheteur

Le GIP Les entreprises s'engageant est l'interlocuteur désigné par l'acheteur pour toute information relative au suivi administratif du marché.

2.9.2 Représentation du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le titulaire désignera un directeur de la mission qui deviendra l'interlocuteur privilégié du bénéficiaire. Le directeur de mission doit être muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, signer tout document, donner toutes instructions au personnel de son entreprise, assister aux réunions, etc.

Le directeur de mission aura pour rôle d'assurer la mise en place et le suivi de l'accord cadre. A ce titre, il devra coordonner l'action de ses intervenants et s'assurer que ces derniers respectent bien les spécificités de l'Accord Cadre et notamment la tarification, ainsi que les éventuelles consignes qui pourraient être données par le bénéficiaire.

2.10 Obligations du titulaire

2.10.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil et d'alerte est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

2.10.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. En cas de changement du représentant en son sein, le titulaire en informe le pouvoir adjudicateur sous 48 heures.

L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

2.10.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace. Les entreprises auditées peuvent également faire cette demande. Les éléments ou supports concernés par la demande devront être retournés dans un délai **de 5 jours calendaires** maximum.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire. Le titulaire avertira obligatoirement et sans délai l'acheteur de toute violation de l'obligation de confidentialité.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité, inscrite à l'article 5.3 du présent CCAP.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

2.10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

2.10.5 Respect et protection des données personnelles

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution du présent marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Lorsqu'un traitement de données à caractère personnel est mis en œuvre par le titulaire pour le compte du bénéficiaire dans le cadre du présent marché, une contractualisation obligatoire est mise en place, conformément aux dispositions de l'article 28 du Règlement général pour la protection des données (RGPD).

Au regard du cadre juridique de la protection des données à caractère personnel, le bénéficiaire est le « responsable du traitement » et le titulaire de l'accord-cadre est le « sous-traitant » au sens du Chapitre IV du RGPD.

Ainsi, le titulaire s'engage notamment à :

- Traiter les données qui lui sont confiées pour la seule finalité définie par l'acheteur ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter les règles en matière de protection de la vie privée et soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
 - Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

2.10.6 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

2.11 Obligation de respect déontologique

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial ou objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.;

2.12 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG de référence, le titulaire procède alors au remplacement des intervenants **dans le délai 8 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

2.13 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord cadre.

ARTICLE 3 - PRIX DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Prix de l'accord-cadre

3.1.1 Forme et contenu des prix de la partie à bons de commande de l'accord-cadre

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Forme de prix	Bon de commandes / Quantité définie	Type de prix unitaire	Maximum annuel (EUR HT)
Prix Unitaire	BdC	BPU	k€

Dans le tableau ci-dessus :

« BPU » = « bordereau des prix unitaires »,

« BdC » = « bons de commande »

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations,
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Les prix n'incluent pas :

- les frais de déplacements métropolitains et hors transports (hébergement, repas, taxis) en dehors de la région d'exercice de l'intervenant, payables en sus dans la limite de 200€HT journalier, sur présentation de justificatifs ;
- les frais de transport métropolitains et hors métropole (payables en sus sur présentation de justificatifs).

Tout montant figurant dans le tableau est un montant hors taxe et en euros.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires.

Ces pièces financières sont annexées à l'acte d'engagement

Modification d'un indice

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par le ministère porteur.

Le titulaire disposera d'un délai de 21 jours calendaires pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord par avenant.

3.2 Régime financier

3.2.1 Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché rédaction.

Pour les prestations à bons de commande, le titulaire a droit au versement d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois dans les conditions fixées à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11, R.2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

3.2.2 Modalités financières

3.2.2.1 Répartition des paiements

Les prestations à bons de commande de l'accord-cadre donnent lieu à facturation selon les modalités suivantes :

- Emission et transmission d'un devis par le titulaire
- Emission et transmission d'un bon de commande par l'acheteur
- Emission et transmission d'une facture par le titulaire
- Constatation et certification du service fait par l'acheteur, déclenchant la demande de paiement.

Les prix mentionnés dans l'ensemble de ces documents sont obligatoirement mentionnés HT et TTC.

Le titulaire a droit au versement d'un acompte au titre des prestations déjà exécutées lorsque le délai d'exécution est supérieur à 3 mois (et à un mois pour les PME ou les candidats identifiés à l'article 114 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics). Cet acompte est versé tous les 3 mois (ou tous les mois pour les PME ou les candidats identifiés à l'article 114 du décret 2016- 360 relatif aux marchés publics) dans les conditions décrites au CCACG-PI. Les prestations ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif.

3.2.2.2 Retenue de garantie et de cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

3.2.2.3 Cession et nantissement de créances

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

3.2.2.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

3.2.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer les factures établies sur la base du bon de commande correspondant, et ce dans un délai de 30 jours, à compter de la livraison totale de la commande prévue au bon de commande et après admission des prestations conformément aux stipulations du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une seule facture distincte établie après livraison complète de la commande prévue au bon de commande. En aucun cas, une facture ne pourra se référer à plusieurs commandes.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

3.2.4 Composition des factures

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- la référence du marché ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

- le détail des prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises, et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

3.2.4.1 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

3.2.4.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

3.2.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions du code la commande publique notamment en application des articles L2192-1 à L2192-7 dudit code.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- a. **Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :**
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- b. **Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr> aux fins de :**
 - déposer ses factures sur le portail ;
 - saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

c. Envoi des factures par voie dématérialisée

Dans l'attente, la possibilité est laissée aux fournisseurs concernés d'adresser leurs factures par courrier ou par voie dématérialisée. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

Les entreprises s'engagent
17, rue Martel
75010 PARIS

ou par mail à l'attention du référent du présent marché : thea@lesentreprises-sengagent.org

Pour tout renseignement concernant le paiement, prendre contact avec le service facturier du groupement d'intérêt public : Philippe Lezer, philippe.lezer@univ-paris1.fr

ARTICLE 4 - PILOTAGE DE L'ACCORD-CADRE

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire :

Réunion de démarrage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- rappeler la nature des livrables et le planning associé;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en oeuvre pratique des dispositions figurant dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

Réunion d'avancement et suivi de l'avancement de projet

En tant que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée. Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives;
- points techniques ouverts;
- bilan des actions non closes;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de

- vérifications;
- définition des tâches à venir.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu sera rédigé par le titulaire. La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement sera faite par le représentant du titulaire.

Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'acheteur et sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le détail des prestations ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur transmet également au titulaire les informations suivantes en annexe :

- le délai d'exécution de la prestation ;
- la liste exhaustive des livrables ainsi que leur contenu « conformément aux obligations de résultat prévues dans le CCTP » ;
- la date de début d'exécution du bon de commande ;
- le ou les lieux d'exécution des prestations.

5.2 Délai d'exécution des prestations

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel figurant dans le bon de commande, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard **3 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter ses engagements contractuels jusqu'à l'admission des prestations.

5.3 Pénalités de l'accord-cadre

5.3.1 Pénalités pour dépassement des délais d'exécution

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le titulaire encourt une pénalité dans le cas suivant sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- En cas de dépassement des délais prévus dans le marché public ou à défaut dans l'offre du titulaire (lorsque les délais sont plus avantageux que ceux posés dans les documents contractuels), la pénalité encourue est de 100 euros par jour ouvré de retard à compter du lendemain des délais contractuels.

5.3.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Dans le cas où le titulaire du marché public ne prendrait pas en compte les remarques du GIP et plus généralement en cas de mauvaise qualité d'exécution de la prestation le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 15% du montant du bon de commande par faute avérée.

5.3.3 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché public ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'estimation du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le GIP se réserve le droit de défalquer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Les pénalités sont cumulables.

5.4 Clause de réexamen

En application et en complément de l'article 25 du CCAG PI, les dispositions suivantes s'appliquent.

Le présent marché peut prévoir la poursuite de l'exécution des prestations après prise en compte des modifications suivantes :

- Pour acter l'évolution du calendrier d'exécution du marché initial,
- Lorsque le titulaire est susceptible de proposer, en cours d'exécution, une amélioration technique ou fonctionnelle des prestations à assurer ou qui n'étaient pas prévus lors de la remise initiale de son offre, sans toutefois que l'objet du contrat et les besoins à assurer pour le compte du pouvoir adjudicateur n'emportent modification. Ces propositions d'amélioration ou d'innovation doivent entrer dans le cadre de l'objet du présent marché, et n'emportent aucune incidence financière.
- Lorsque le titulaire est susceptible de modifier son offre technique en cours d'exécution par suite d'un changement de matériels ou équipes affectées à la réalisation des prestations notamment de l'équipe cœur, pour autant que ce changement soit équivalent ou supérieur à l'offre initialement présentée.

Les changements de réglementation qui s'imposent au pouvoir adjudicateur et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Sont notamment concernés :

- Les changements d'indice de révision des prix (cf Partie 4- article 3.1.2 du CCAP),
- L'évolution de la fiscalité,
- L'évolution ou l'entrée en vigueur de normes applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, des réceptions de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social,
- Modification du compte bancaire,
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Changement de raison sociale ou Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

Dans les cas susmentionnés au présent article, la modification est actée par une décision unilatérale du pouvoir adjudicateur.

5.5 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

5.6 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

5.7 Régime des droits de propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

Les résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards sont définis dans l'article 32 du CCAG de référence.

En complément du CCAG de référence, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisées par le titulaire pour la réalisation des prestations sont listées dans l'offre de l'accord-cadre, et au fur et à mesure de l'exécution du marché. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 34.2, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'acheteur préalablement à l'utilisation de connaissances antérieures standards non listées dans l'offre.

En précision de l'article 35.1.2, l'ensemble des résultats intermédiaires et finaux sont considérés comme confidentiels et donc cédés à titre exclusif.

Les résultats que sont les livrables sont listés :

- dans chacun des bons de commande émis en application de l'article 5.2 du présent CCAP
- à l'article 4.3.2 du CCTP du présent accord-cadre

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire ne peut publier les résultats du marché.

5.8 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

5.9 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- le montant cumulé des pénalités, constaté durant l'exécution du marché, dépasse les 5 % du montant maximum HT du marché. Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, pour ce motif de résiliation, une mise en demeure préalable à la résiliation ne sera pas nécessaire ;
- le titulaire se trouve, en cours d'exécution après mise en demeure préalable restée infructueuse, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la commande publique ;
- le titulaire se trouve dans un cas prévu au présent document ouvrant droit à résiliation au profit du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, et en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, en cas de résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, le titulaire a droit à aucune indemnisation.

La résiliation du marché n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

5.10 Litiges et contentieux

Les parties tenteront d'abord de régler les éventuels différends et litiges nés de l'exécution du marché par une procédure amiable.

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 43 du CCAG PI.

La loi française est seule applicable.

En cas de désignation d'un expert, les frais d'expertise sont à la charge de la partie à laquelle les résultats de l'expertise sont en défaveur.

Tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent marché sera soumis au Tribunal administratif de Paris.